

Niger, Situation au Nord du pays : Vers une solution négociée

jeudi 15 octobre 2009

Alors qu'il y a quelques semaines, on évoquait une scission au sein du mouvement des nigériens pour la justice ou un groupe de « combattants » a voulu débarquer, Agali Alambo de la direction du front, on a appris que ce dernier a procédé au dépôt d'armes à Sebha en Libye et qu'une autre cérémonie avec un autre front a eu lieu à Agadez en présence notamment du ministre d'Etat à l'intérieur, Abouba Albadé en charge du dossier de la rébellion. On peut être surpris du fait qu'Alambo ait choisi Sebha pour répondre à l'appel des autorités nigériennes mais pouvait il faire autrement. On sait de lui que ses camarades d'hier accusent d'avoir pris ces quartiers en terre libyenne et de profiter des largesses des autorités de ce pays ne fait plus l'unanimité. Cela n'empêche que c'est un grand pas qui a été fait vers la recherche de la paix dans cette région longtemps meurtrie par un conflit fratricide. Les différents fronts de cette rébellion pouvaient-ils agir autrement que de vouloir la paix après que l'armée nigérienne ait pris le dessus sur le terrain des opérations.

Le MNJ en proie à des divisions internes n'a plus les mêmes capacités de nuisance de ses débuts.

Pour ce qui est du front de Rhissa Ag Boula, ce récidiviste et les autres, ils représentent peu de chose sur le terrain.

Aujourd'hui, la seule satisfaction des dirigeants de ces fronts est de voir les autorités de Niamey reconnaître leurs fronts, accepter de parler avec eux et initier ces actions en faveur de la paix comme la cérémonie de vendredi à Agadez.

Les dirigeants du pays qui ne voulaient en aucun cas reconnaître les rebelles du MNJ et les autres qui se sont constitués par la suite, avaient entraîné une série de démarches en direction du colonel Kadhafi qui a finalement joué aux bons offices pour l'amorce d'un dialogue entre les deux parties. La plupart des rencontres préliminaires avaient eu lieu en Libye et c'est à bord d'avions de ce pays que les irrédentistes engagés dans le processus de paix font régulièrement les déplacements d'Agadez ou Niamey. Tout en faisant une démonstration des capacités offensives de son armée, les autorités nigériennes privilégiaient la voie des contacts pour le retour de la paix.

Pour le moment, on a tout comme l'impression que c'est le gouvernement nigérien qui a le beau rôle parce que nulle part il n'a été question de promesses faites aux rebelles pour le dépôt des armes. On demande à ces nigériens qui ont pris les armes de les déposer avant que l'on examine leurs principales revendications et trouver des solutions aux problèmes posés. C'est ce que semble se profiler à l'horizon même si l'on tait des

choses à propos de ce dialogue. Il est vrai qu'au vu de la situation dramatique que vivent les populations de la région d'Agadez où des localités se sont vidées de leurs populations, où toute activité économique est pratiquement impossible, où l'on a renoué avec les escortes militaires pour accéder à certaines localités de la zone, où il faut des convois militaires pour approvisionner des populations civiles et où des mines anti-personnel et anti-char ont été disséminées ça et là en faisant des victimes civiles et militaires, il fallait que le gouvernement réagisse au plus vite et arrêter la descente aux enfers.

Cela n'a pas été le cas et il a fallu plus de deux ans de conflits avec sa cohorte de morts et de destructions pour que les dirigeants du pays se ravisent et tentent d'approcher les pays amis pour un début de solution. Il faut rappeler également que le gouvernement nigérien a l'obligation de sécuriser la région d'Agadez où plus d'une centaine de permis de recherche minière ont été octroyés à des firmes étrangères. Il est clair que si la situation d'insécurité persistait, les investisseurs ne se hasarderaient pas à se rendre sur les sites. Et cela sans ignorer la situation des travailleurs des mines d'uranium de Somaïr, de la Cominak et du chantier d'Imouraren qui sont sur le qui vive. Etant entendu que l'on ne peut pas placer des éléments des forces de défense et de sécurité sur tous les sites que compte cette zone.

Même au cas où la paix revient dans cette région d'Agadez, il est évident qu'un des secteurs économiques que représente le tourisme connaîtra encore des années noires car aucun touriste ne se hasardera à sillonner un territoire truffé de mines. C'est un autre défi qui attend les autorités : le déminage de la zone de conflit et le repeuplement des localités désertées.

Source : TEMOUST 15/10/09